

Déclaration d'Henry Morgenthau Jr. (Washington, 7 mars 1945)

Légende: Le 7 mars 1945, dans un discours prononcé à Washington devant le Comité des banques et des monnaies de la Chambre des représentants, Henry Morgenthau Jr., Secrétaire américain au Trésor, décrit l'importance économique et politique des Accords de Bretton Woods.

Source: Archives Nationales du Luxembourg, Luxembourg. Ministère des Affaires étrangères. Instituts internationaux - Institutions spécialisées - Organisations internationales. Unité Nations Relief and Rehabilitation Administration. UNRRA - Correspondance classée chronologiquement 1945, AE 8088.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_d_henry_morgenthau_jr_washington_7_mars_1945-fr-c31a8eb2-aaca-471e-a29e-1e5eaba9bd2e.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Déclaration du ministre Morgenthau devant le *Committee on Banking and Currency* (Commission du contrôle bancaire et de la monnaie) de la Chambre des représentants (Washington, 7 mars 1945)

Les accords de Bretton Woods

Vous m'avez fait l'honneur de m'inviter à examiner avec vous aujourd'hui un texte qui est peut-être la plus importante mesure de coopération internationale jamais soumise au Congrès.

Sachez d'abord que j'ai mis toutes mes capacités dans l'étude de ce document et que je suis convaincu d'un fait fondamental. Les accords de Bretton Woods profiteront à chaque citoyen américain.

J'ai étroitement participé à chaque étape de leur élaboration. J'ai été témoin des nombreux mois nécessaires aux fastidieux travaux préliminaires. J'ai pris part aux délibérations de la conférence de Bretton Woods, dans le New Hampshire. J'ai passé en revue les sept mois de discussions qui ont suivi. Et je peux vous garantir que le programme que nous recommandons représente, sans l'ombre d'un doute, une bonne affaire pour les États-Unis.

Il est exact que les accords de Bretton Woods portent sur les questions plutôt techniques des devises nationales et des crédits internationaux. Pourtant, leur résultat est très simple – la stabilité et l'ordre, au lieu de l'insécurité et du chaos.

Ces accords peuvent en outre se traduire par les produits de première nécessité dont a besoin le peuple américain. Ils impliquent des emplois et des profits. Ils contribuent à décider du sort des nouvelles et des anciennes entreprises. Ils déterminent la quantité de nourriture sur la table familiale, l'argent qui permettra d'acheter un nouveau poste radio, des livres de classe pour les enfants. Notre pays a beaucoup à gagner, plus qu'aucun autre peut-être, à l'adoption du texte qui vous est présenté ici.

Les accords de Bretton Woods représentent un pas décisif vers la solution de deux problèmes qui préoccupent plus que toute autre chose le peuple américain, hormis l'avancée de nos troupes à l'étranger. Ces problèmes sont l'organisation de la sécurité mondiale et la valorisation des ressources de la planète au bénéfice de tous ses habitants. Ces deux objectifs sont bien entendu aussi interdépendants que les lames d'une paire de ciseaux. L'un ne donne rien sans l'autre.

La loi de mise en vigueur du programme de Bretton Woods constitue la première preuve concrète de notre volonté de coopérer à la reconstruction et à la stabilisation du monde. C'est aussi une étape très importante dans l'expansion raisonnée du commerce international dont dépend la prospérité future de notre agriculture et de notre industrie.

À Bretton Woods, les représentants de 44 Nations Unies ont convenu de créer un Fonds monétaire international et une Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Les membres du Congrès, qui faisaient partie de notre délégation et qui ont grandement contribué au succès de la conférence, savent qu'il n'y a eu aucune trace de politique partisane dans nos délibérations. Et aucun esprit partisan ne s'est glissé dans la question depuis lors.

Nous cherchions à résoudre l'un des problèmes les plus épineux du monde. Seuls la bonne volonté, le bon sens et la sincérité des 44 pays pouvaient le permettre. Et je suis certain que nous y sommes parvenus.

Le Fonds monétaire fournit un mécanisme permettant de prévenir la perturbation des taux de change internationaux ou au besoin de les remettre en ordre. La stabilité de ces taux signifie que tous les pays peuvent participer au commerce mondial sans recourir à une concurrence sauvage. Dans les années 30, cette concurrence s'est manifestée dans le commerce mondial par la dépréciation des monnaies, le blocage de fonds, des quotas d'importations et de nombreuses préférences commerciales ou monétaires. Désespérés, certains pays ont cherché leur salut aux dépens de leurs voisins. Tous en ont souffert. Le commerce des États-Unis a énormément pâti de ces pratiques discriminatoires. Notre commerce extérieur, qui s'était

effondré lors de la dépression, a réalisé des gains substantiels là où prévalait la liberté du commerce, mais ne s'est pas remis et a même perdu du terrain dans les pays qui nous avaient opposé des barrières commerciales.

Le programme de Bretton Woods favorisera la paix notamment en libérant les petits pays et même ceux de taille moyenne du danger de l'agression économique par des voisins plus puissants. Ces pays ne seront plus contraints de s'adresser à un pays puissant unique pour obtenir un appui monétaire ou des capitaux pour leur développement, au prix de concessions politiques et économiques dangereuses. Dans le passé, l'indépendance politique s'est souvent révélée illusoire lorsqu'elle n'était pas accompagnée par l'indépendance économique.

Les accords de Bretton Woods renforceront ces deux indépendances. Les petits pays pourront s'adresser au Fonds international pour solliciter une aide monétaire, et à la Banque mondiale pour obtenir des fonds pour la reconstruction et le développement. Les prêts seront consentis sans conditions politiques et ne contraindront pas l'emprunteur à des relations commerciales artificielles ou indésirables.

Ainsi, en réfléchissant à la loi qui mettra en œuvre le programme de Bretton Woods, nous devons essentiellement choisir entre l'isolationnisme économique et la coopération à l'entreprise de reconstruction d'un monde de paix. Nous savons que la sécurité économique est impossible dans le chaos politique. Mais l'inverse est tout aussi vrai. Les accords de Bretton Woods constituent un élément du programme global visant à réaliser la sécurité politique et la sécurité économique.

La politique de la canonnière, au sens où les petits pays sont tyrannisés par les gros et les pays faibles par les puissants, est aujourd'hui très mal ressentie, partout dans le monde. Les Nations Unies espèrent l'éradiquer de la Terre. Mais l'économie de coercition pourrait se révéler tout aussi dangereuse car, si elle n'est pas à la racine de tous les maux dans les affaires internationales, elle est, pour le moins, une cause fréquente de conflits. La loi soumise à votre commission est pour nous, j'en suis convaincu, le meilleur espoir de bannir cela aussi.

Bien entendu, aucun programme conçu par les hommes, dans leur sagesse, ne peut empêcher une répétition des tragédies des années 30 si la volonté de le mettre à exécution fait défaut. Il faudrait d'abord bien sûr que les gouvernements veuillent réaliser la stabilité monétaire. Le fait que 44 délégations ont approuvé le Fonds monétaire constitue une preuve sérieuse de leur désir de stabilisation. La loi soumise à votre commission n'est que le mécanisme au travers duquel cette volonté peut s'exprimer.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement est conçue pour stimuler la reconstruction de pays déchirés par la guerre, ainsi que le développement dont tous les pays ont besoin. Elle consent exclusivement des prêts visant des objectifs totalement productifs. Elle est dotée de garde-fous garantissant des pratiques saines. Ses fonctions ont été définies de manière à faciliter les financements privés plutôt qu'à leur faire obstacle.

Les bienfaits concrets du programme sont si grands et si évidents que j'aimerais en faire un bref résumé. Mais il faut comprendre que le succès des accords de Bretton Woods comme celui de tout autre accord international ou toute autre politique nationale dépend d'autres mesures progressistes et intelligentes favorables à la santé économique du monde.

En tant qu'élément important du mécanisme d'instauration de la paix et de promotion d'un commerce profitable et utile après la guerre, les accords de Bretton Woods apporteront, ou contribueront à apporter les éléments suivants:

Ils offriront un moyen de stabilisation des taux de change grâce auquel les entreprises américaines pourront mener leurs affaires à l'étranger de manière rationnelle et selon une courbe ascendante. Quiconque a dû chercher à l'aveuglette son chemin dans le dédale des devises étrangères fluctuantes, entre les deux guerres mondiales, en appréciera la valeur.

Les accords profiteront tout autant aux entreprises américaines possédant des succursales à l'étranger. Dans le passé, les bénéficiaires de ces succursales n'ont que trop souvent été gelés. Le programme de Bretton Woods facilitera le paiement, par tout pays membre, des bénéficiaires légitimes des succursales américaines à l'étranger.

C'est parce qu'il propose une méthode de stabilisation des monnaies que le Fonds monétaire représente un grand pas vers l'élimination de certaines des plus dangereuses restrictions imposées au commerce international. Il élimine le prétexte invoqué pour la complexité des quotas d'importation, les droits de douanes discriminatoires et autres mesures désespérées qui ont suscité tant de difficultés dans les relations économiques amicales entre pays, durant les années 30.

La Banque, par son fonctionnement, apportera à l'investisseur américain la meilleure protection dont il a jamais joui dans le domaine des investissements étrangers. Les services de la Banque seront tels que l'acheteur privé américain d'obligations étrangères saura que des experts impartiaux ont considéré comme sérieux l'objectif d'un tel prêt. Si l'argent propre de la Banque intervient dans le lancement de l'émission, le prêt sera également garanti par le pays emprunteur et par toutes les ressources de la Banque, émanation des 44 pays membres. Les personnes qui ont acheté certaines obligations étrangères dans les années 20 en comprendront tout l'avantage.

En effet, la Banque dissuade les pays d'emprunter de l'argent qu'ils ne pourraient pas utiliser de manière rentable et rembourser intégralement. Elle protège le prêteur qui évitera de placer son argent dans des investissements peu sûrs, soit parce que l'emprunteur a pris des engagements excessifs, soit parce que l'emprunt n'a pas d'utilité véritable.

L'après-guerre va faire surgir de nombreuses demandes de projets de reconstruction et d'aménagement qui n'offriront pas de retours sur investissements attrayants aux investisseurs privés, ou qui leur paraîtront trop risqués. La Banque serait disposée à proposer ces emprunts à de faibles taux d'intérêts ou à offrir des garanties aux groupes financiers privés. Ces prêts favoriseront une reconstruction plus rapide des pays qui sont les clients de l'Amérique ainsi que le développement de ressources et sources de richesses nouvelles dans des pays qui deviendront alors de meilleurs clients qu'auparavant.

En bref, le programme dans son ensemble devient l'assise de la protection des investisseurs, un programme qui encouragera les investissements productifs à l'étranger. Il devient le moyen permettant de stabiliser le commerce international, essentiel à la pleine productivité et au plein emploi aux États-Unis.

Bien entendu, il faut bâtir sur ces fondations. Les murs et le toit sont tout aussi importants. Mais commençons par le commencement. Sans fondations solides, les murs chancelleront et le toit nous tombera dessus. C'est ce que nous apportent les accords de Bretton Woods et la loi qui les mettra en vigueur.

Je voudrais ici plaider pour que la construction de ces fondations ne soit pas retardée. Le temps est notre bien le plus précieux. Je ne veux pas inciter la commission, ni le Congrès, à la précipitation. Je suis certain que plus vous étudierez les faits, plus vous serez favorables aux propositions de Bretton Woods. Comme je me suis efforcé de le montrer, il s'agit essentiellement d'instaurer des mesures de stabilité des changes pour le commerce mondial. En défendant les accords de Bretton Woods, j'ai constaté que tout esprit ouvert, en comprenant leurs principes, finissait par les approuver.

Le retard que je voudrais éviter n'est pas celui d'une discussion approfondie et franche. C'est celui qui résulterait d'une tentative de convoquer une nouvelle conférence si ces accords étaient rejetés. À Bretton Woods la possibilité s'est offerte à nous de commencer à construire la stabilité monétaire de l'après-guerre. Nous en avons profité le plus possible. Mais il est peu probable qu'une telle occasion se représente pour notre génération.

Un autre point, plus important encore, si toutefois cela était possible. Ce n'est pas seulement le sort des accords de Bretton Woods qui est entre les mains du Congrès en ce moment. Une réaction favorable aux projets de lois qui vous sont présentés constituera la preuve la plus encourageante que les États-Unis sont

parfaitement sincères dans leur respect des principes de la coopération internationale. Vous aurez ajouté des actes aux mots d'espoir qui ont lié les Nations Unies dans une grande alliance pour la paix.

L'organisation de la sécurité mondiale, dont les grandes lignes ont été ébauchées à Dumbarton Oaks et qui sera finalisée, nous l'espérons tous, à San Francisco, a besoin des accords de Bretton Woods.

Nous ne pouvons pas déclarer que nous allons rejoindre les autres nations dans une organisation visant à maintenir la paix et refuser en même temps de contribuer à éliminer l'une des pires causes de la guerre – les bouleversements économiques. Nous ne pouvons pas prétendre croire à la coopération pour mettre à bas le fascisme, sans coopérer à l'élimination de l'une de ses principales armes – l'agression économique. Nous ne pouvons pas affirmer que nous voulons l'égalité de toutes les nations et en laisser certaines à la merci financière des autres.

Tout ce que nous avons dit et fait ces quatre dernières années nous mène vers un exercice collectif du pouvoir, et non vers son maniement irresponsable et unilatéral. Les accords de Bretton Woods nous offrent le mécanisme permettant d'atteler 44 pays à la tâche de stabiliser le moyen par lequel les peuples échangent leurs biens, mènent leurs affaires les uns avec les autres et travaillent à un relèvement mutuel des niveaux de vie.

Mes successeurs à cette tribune vont continuer à vous exposer cette question et développer ces arguments. Ils vous donneront tous les détails du dossier et, pour ma part, je suis impatient d'entendre le dossier parler pour nous. Les faits, tous les faits et rien que les faits, c'est ce qu'attendent cette commission et les deux Chambres du Congrès. Le principal est peut-être que nous nous trouvons devant l'un de ces moments cruciaux de l'histoire dont les générations futures diront:

«Le monde était là à un tournant.»

Notre tâche, prodigieuse – la vôtre, ici, au Congrès et la nôtre, à l'exécutif du gouvernement, consiste à agir dès maintenant pour que ces générations futures ajoutent:

«Grâce à Dieu, ils ont fait le bon choix.»